L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 72 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
DIMANCHE, 21 AOUT 1887.

PETITES ANNONCES.

DEMANDES.

ON demande cinquante jeunes filles pour chanter un pas de chevaux dans un Nouveau Burlesque qui sera donné à Milneburg au commencement de septembre. S'adresser par lettre à Harry Webster, directeur du Opera House, Milneburg. 21 août—2t 28

A LOUER.

A LOUER—Une vacherie coin des rues Claiborne et St-Ferdinand. Bon chemin. Capacité de 30 places. S'adresser 261 rue Decatur. 17 août—1cm

A LOUER—Maison 112 rue Bonsse, convenable pour restaurant, buvette, pension, magasin ou club. S'adresser à Joe Ziegler, 8 et 10 rue Royale. 14août—1mois

A VENDRE.

A VENDRE—Six terrains et bâtisses dans l'îlet compris entre les rues Galvez, Abadie Miro et Onzaga. 3me district. S. Blasini, 54 Royale. 24 juil—4 dim

A VENDRE—Un cheval pour famille. S'adresser à J. Bonnot, rue Ste Antoine No 45. 18 août—6f

A vendre—Cette buvette bien connue et centralement située, avec toutes les installations, meubles avec des améliorations modernes, au No. 259 rue Decatur entre St. Philippe et Hopital faisant de bonnes affaires près du marché aux légumes est en vente à grand sacrifice. Pour les conditions s'adresser à Louis H. Perrin 79 Passage de la Bourse. 14août—1f

A VENDRE. — Une vacherie, située coin des rues Edmund et Green. S'adresser sur les lieux. 5 août—1m.

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Pierre Miller.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 19,030—Division B—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par F. J. Miller exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
20 août—20 25 28

Succession de B. Miller.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 21,764—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Wm. Walsh exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
20 août—20 25 28

Succession de George Faecher.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No. 21,828—Division C. Attendu que Magdalena Faecher a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu George Faecher, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux qui peuvent concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
13 août—13 17 21 Greffier.

Succession de Mary Barrett, femme de William H. Bourke.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 21,873—Division B—Attendu que William H. Bourke a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Mary Barrett, femme de William H. Bourke, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la cour.
W. J. McGEEHAN,
19 août—19.24.28. Greffier.

Succession de Frank Jacob Becker.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No. 21,763.—Division E.—Attendu que Frank A. Nienas a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Frank Jacob Becker, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
17 août—17 21 26

Succession de Charles Spencer et Julia Matthews, sa femme.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No. 21,845—Division D—Attendu que Gabriel Villeré, administrateur public a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feus Charles Spencer et Julia Matthews, sa femme, décédés intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
12 août—12,17 21. Greffier.

Olivez A. Pierce vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 21,531—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers dans cette affaire et à toutes autres personnes ses intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par William Walsh exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
12 août—12 17 21 Greffier.

Frank Tardo vs. ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 21,831—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers dans cette affaire et à toutes autres personnes les intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Jos. Notias, syndic dans cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.
W. J. McGEEHAN,
16 août—16 20 25 Greffier.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 21,001.—Division C. Interdiction de Mlle Annette Mourer.—Cette affaire a été appelée aujourd'hui pour être jugée sur la pétition de Madeleine Mourer demandant interdiction de Mlle Annette Mourer. Présent. A. J. Villeré pour la demanderesse Frank D. Ring avocat, pour Mlle Annette Mourer.

Après avoir entendu les témoignages et les avocats, la cour convaincue d'après les témoignages par duits que la défenderesse Annette Mourer est atteinte d'aliénation et incapable de se occuper de sa personne et de ses biens.

Ordonne que la dite demoiselle Annette Mourer soit interdite.

Jugement rendu, le 27 juin 1887.
Signé signé, le 16 juillet 1887.
(Signé) F. A. MONROE, Juge.
17 août—3f en 10 j.

Succession de B. Miller.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 21,764—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Wm. Walsh exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
20 août—20 25 28

Succession de George Faecher.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No. 21,828—Division C. Attendu que Magdalena Faecher a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu George Faecher, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
13 août—13 17 22 Greffier.

Succession de Mary Barrett, femme de William H. Bourke.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 21,873—Division B—Attendu que William H. Bourke a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Mary Barrett, femme de William H. Bourke, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la cour.
W. J. McGEEHAN,
16 août—16 20 25 Greffier.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 21,001.—Division C. Interdiction de Mlle Annette Mourer.—Cette affaire a été appelée aujourd'hui pour être jugée sur la pétition de Madeleine Mourer demandant interdiction de Mlle Annette Mourer. Présent. A. J. Villeré pour la demanderesse Frank D. Ring avocat, pour Mlle Annette Mourer.

Après avoir entendu les témoignages et les avocats, la cour convaincue d'après les témoignages par duits que la défenderesse Annette Mourer est atteinte d'aliénation et incapable de se occuper de sa personne et de ses biens.

Ordonne que la dite demoiselle Annette Mourer soit interdite.

Jugement rendu, le 27 juin 1887.
Signé signé, le 16 juillet 1887.
(Signé) F. A. MONROE, Juge.
17 août—3f en 10 j.

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN DEMI-MILLION DISTRIBUÉ.

L. S. L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature en 1868, dans un but de charité et pour aider au développement et l'enseignement public.

La création de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire énorme, et reconnue par la présente Constitution de l'Etat adoptée le 2 décembre 1879.

Ses Grands Tirages à Numéro Simple auront lieu tous les mois, et ses **Grands Tirages Semestriels** ont lieu tous les six mois (Juin et Décembre).

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, à plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

Grand Tirage à Numéro Simple,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 13 SEPT. 1887.

GROS LOT: $150,000

AVIS.---Billets $10 seulement,

DEMI-BILLET $5, CINQUIEME DE BILLET $2, DIXIEME DE BILLET $1.

LISTE DES LOTS:

1 Gros lot de	$150,000..	$150,000
1 " de	50,000..	50,000
1 Lot de	20,000..	20,000
2 Lots de	10,000..	20,000
4 Lots de	5,000..	20,000
20 Lots de	1,000..	20,000
50 Lots de	500..	25,000
100 Lots de	300..	30,000
200 Lots de	200..	40,000
500 Lots de	100..	50,000

LOTS D'APPROXIMATION:

100 Lots d'approximation	$300..	$30,000
100 "	200..	20,000
100 "	100..	10,000
1000 "	50..	50,000
2,179 Lots s'élevant à		$533,000

☞ Pour les Clubs ou toute autre information s'adresser au soussigné. Votre ecriture devra être distincte et la signature lisible. On s'assurera un service plus rapide de la Poste en envoyant une enveloppe portant votre adresse en plein.

Remisse par Postal Notes, Express Money Order, ou change de New York, dans des lettres ordinaires. Monnaie courante par l'Express (à nos frais). Adresser à

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Adresser vos lettres enregistrées à

la New Orleans National Bank,
New Orleans, La.

RAPPELEZ-VOUS que le paiement de tous les lots est GARANTI PAR QUATRE BANQUES NATIONALES DE LA NOUVELLE-ORLEANS et que les billets sont signés par les présidents d'une institution dont les droits, jouissant d'une charte, sont reconnus par les tribunaux les plus élevés. Dédou vous donne des contre-signes et des coupons ouverts.

RAPPELEZ-VOUS que le paiement de tous les lots GARANTI PAR QUATRE BANQUES NATIONALES DE LA NOUVELLE-ORLEANS et que les billets sont signés par les présidents d'une institution dont les droits, jouissant d'une charte, sont reconnus par les tribunaux les plus élevés. Dédou vous donne des contre-signes et des coupons ouverts.

Olivez A. Pierce vs ses créanciers.

MONITION.

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de la Ville de Nouvelle-Orléans, No. 21,420—Division D, dans l'affaire de Peter X. Glaser, demandant une exmition.

A tous ceux que le présent xvue concerne.

Attendu qu'à une vente publique pour taxe faite le 13 août 1886, l'Etat de la Louisiane, sur l'entremise du collecteur de taxes d'Etat du district inférieur de cette ville, vendu à Jacob Hoth, Joseph Schemel et John Stumpf, conformément aux réglements de l'acte No 82 de 1884, de la propriété suivante ci-après décrite, à savoir:

Un certain terrain situé dans la Deuxième Section de la dite ville, borné par les rues Galvez, Abadie Miro et Onzaga. 3me district. S. Blasini, 54 Royale. 24 juil—4 dim

A VENDRE—Un cheval pour famille. S'adresser à J. Bonnot, rue Ste Antoine No 45. 18 août—6f

A vendre—Cette buvette bien connue et centralement située, avec toutes les installations, meubles avec des améliorations modernes, au No. 259 rue Decatur entre St. Philippe et Hopital faisant de bonnes affaires près du marché aux légumes est en vente à grand sacrifice. Pour les conditions s'adresser à Louis H. Perrin 79 Passage de la Bourse. 14août—1f

A VENDRE. — Une vacherie, située coin des rues Edmund et Green. S'adresser sur les lieux. 5 août—1m.

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Pierre Miller.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 19,030—Division B—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par F. J. Miller exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
12 août—12 17 21 Greffier.

Succession de Frank Jacob Becker.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No. 21,763.—Division E—Attendu que Frank A. Nienas a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Frank Jacob Becker, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
17 août—17 21 26

Succession de Charles Spencer et Julia Matthews, sa femme.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No. 21,845—Division D—Attendu que Gabriel Villeré, administrateur public a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feus Charles Spencer et Julia Matthews, sa femme, décédés intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
12 août—12,17 21. Greffier.

Olivez A. Pierce vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 21,531—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers dans cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par William Walsh exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
12 août—12 17 21 Greffier.

Frank Tardo vs. ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 21,831—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers dans cette affaire et à toutes autres personnes les intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Jos. Notias, syndic dans cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.
W. J. McGEEHAN,
16 août—16 20 25 Greffier.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 21,001.—Division C. Interdiction de Mlle Annette Mourer.—Cette affaire a été appelée aujourd'hui pour être jugée sur la pétition de Madeleine Mourer demandant interdiction de Mlle Annette Mourer. Présent. A. J. Villeré pour la demanderesse Frank D. Ring avocat, pour Mlle Annette Mourer.

Après avoir entendu les témoignages et les avocats, la cour convaincue d'après les témoignages par duits que la défenderesse Annette Mourer est atteinte d'aliénation et incapable de se occuper de sa personne et de ses biens.

Ordonne que la dite demoiselle Annette Mourer soit interdite.

Jugement rendu, le 27 juin 1887.
Signé signé, le 16 juillet 1887.
(Signé) F. A. MONROE, Juge.
17 août—3f en 10 j.

Succession de B. Miller.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 21,764—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Wm. Walsh exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
20 août—20 25 28 Greffier.

Succession de George Faecher.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No. 21,828—Division C. Attendu que Magdalena Faecher a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu George Faecher, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
13 août—13 17 22 Greffier.

Succession de Mary Barrett, femme de William H. Bourke.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 21,873—Division B—Attendu que William H. Bourke a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Mary Barrett, femme de William H. Bourke, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la cour.
W. J. McGEEHAN,
16 août—16 20 25 Greffier.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 21,001.—Division C. Interdiction de Mlle Annette Mourer.—Cette affaire a été appelée aujourd'hui pour être jugée sur la pétition de Madeleine Mourer demandant interdiction de Mlle Annette Mourer. Présent. A. J. Villeré pour la demanderesse Frank D. Ring avocat, pour Mlle Annette Mourer.

Après avoir entendu les témoignages et les avocats, la cour convaincue d'après les témoignages par duits que la défenderesse Annette Mourer est atteinte d'aliénation et incapable de se occuper de sa personne et de ses biens.

Ordonne que la dite demoiselle Annette Mourer soit interdite.

Jugement rendu, le 27 juin 1887.
Signé signé, le 16 juillet 1887.
(Signé) F. A. MONROE, Juge.
17 août—3f en 10 j.

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTE PAR LE SHERIF.

ANNONCES JUDICIAIRES.

Jérôme M. Hébine vs New Orleans Gaslight Friendly Society.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 21,751—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et la Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 27 août 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Quatrième District de cette ville, carré d'îlet borné par les rues Carondelet, Baronne et Felicité, et mesurant environ soixante-huit pieds deux pouces et sept lignes de façade sur la rue Baronne sur une profondeur et façade rue St André d'environ quatre-vingt-dix pieds. Le dit terrain est composé de parties de lots Washington vingt et vingt-un sur un plan déposé en le bureau de G. E. Stringer, ancien notaire en cette ville, comme le plan No vingt neuf, propriété actuellement de John Brun et Mme Ferdinand de la succession de James R. Lovelich, par un acte passé pardevant G. E. Stringer, notaire, le vingt huitième jour du mois d'avril 1846.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
26juil—2 9 16 23 30—Sept

ANNONCE JUDICIAIRE.

Smith Bros & Co. vs Mme Anne Lecomte.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No. 21,646.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et la Natchez Alley, dans le premier district de cette ville, le SAMEDI, 3 septembre 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain terrain ou morceau de terre avec toutes les bâtisses et amélioration qui s'y trouvent, situé dans le Premier district de cette ville, carré No trois cent seize, borné par les rues Melpomène, Terpsichore, Basain et Franklin, étant la partie inférieure du terrain primitif No trois cent seize, mesurant trente-deux pieds six pouces et deux lignes de façade rue Melpomène, sur une profondeur et rue façade rue Basain de quatre vingt-onze pieds huit pouces, mieux qu'il appert de l'acte passé le 19 juin 1858 par feu Wm. H. Seymour, notaire, et où est désigné par le No trois le terrain en question.

Etant la même propriété acquise par la défenderesse de la succession de Allen Cousley, d'après un acte de vente pardevant Wm. H. Seymour, notaire, le 19 juin 1886.

Le dit lot est une portion du lot primitif numéro un du dit îlot, acquis par feu Allen Cousley de la succession de Wm. H. Camp et sa femme, d'après un acte pardevant A. E. Blanvenay, ex-notaire en cette ville, le 7 mai 1879.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—1° Comptant pour payer la réclamation des demandeurs actuellement due, savoir: la somme de six cent soixante-six piastres 66 2/3 (100 cents), avec intérêt au taux de sept pour cent par an à partir du 5 juin 1886 jusqu'à paiement; plus pour cent sur le dit principal et intérêt pour frais d'exécution; plus pénitence pour le coût de l'acte; les frais et charges de procès et de vente et les taxes d'Etat et de ville dues sur la dite propriété;

2° L'acquéreur assumera, pour le montant de son enchère, le paiement d'un billet à ordre de ces deux créanciers en pièces de 50 2/3 (100 cents), tirage le défendeur en faveur des demandeurs, endossé, daté le 5 juin 1886 et fait payable deux ans après date, portant intérêt au taux de sept pour cent par an à partir du 5 juin 1886 jusqu'à paiement; plus pour cent sur le dit principal et intérêt pour frais d'exécution; plus pénitence pour le coût de l'acte; les frais et charges de procès et de vente et les taxes d'Etat et de ville dues sur la dite propriété;

3° Le dit acquéreur assumera (jusqu'à concurrence de l'enchère) le paiement d'un billet à ordre de trois cent quarante-un dollars et soixante-six et deux tiers de cents (341 66 2/3), tiré par le défendeur à son propre ordre et endossé par elle, daté 5 juin 1886 et payable deux ans après pa date à la banque de la Louisiane et portant intérêt au taux de sept pour cent (7) par an à partir de sa date jusqu'à parfait paiement, et garanti par hypothèque du vendeur sur la dite propriété, conjointement avec la réclamation des demandeurs; l'acquéreur assumera toutes les obligations de l'acte de vente primitif, consentant les hypothèques d'avocat, assurance, etc.

3e Et la balance, s'il y en a, comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
2août—2 9 16 23 30—3sept

ANNONCE JUDICIAIRE.

Smith Bros & Co. vs Mme Anne Lecomte.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No. 21,646.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et la Natchez Alley, dans le premier district de cette ville, le SAMEDI, 3 septembre 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain terrain ou morceau de terre avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Premier district de cette ville, carré No trois cent seize, borné par les rues Melpomène, Terpsichore, Basain et Franklin, étant la partie inférieure du terrain primitif No trois cent seize, mesurant trente-deux pieds six pouces et deux lignes de façade rue Melpomène, sur une profondeur et rue façade rue Basain de quatre vingt-onze pieds huit pouces, mieux qu'il appert de l'acte passé le 19 juin 1858 par feu Wm. H. Seymour, notaire, et où est désigné par le No trois le terrain en question.

Etant la même propriété acquise par la défenderesse de la succession de Allen Cousley, d'après un acte de vente pardevant Wm. H. Seymour, notaire, le 19 juin 1886.

Le dit lot est une portion du lot primitif numéro un du dit îlot, acquis par feu Allen Cousley de la succession de Wm. H. Camp et sa femme, d'après un acte pardevant A. E. Blanvenay, ex-notaire en cette ville, le 7 mai 1879.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—1° Comptant pour payer la réclamation des demandeurs actuellement due, savoir: la somme de six cent soixante-six piastres 66 2/3 (100 cents), avec intérêt au taux de sept pour cent par an du 5 juin 1886 jusqu'à paiement, plus pour cent sur le dit principal et intérêt pour frais d'exécution; plus pénitence pour le coût de l'acte; les frais et charges de procès et de vente et les taxes d'Etat et de ville dues sur la dite propriété;

2° L'acquéreur assumera, pour le montant de son enchère, le paiement d'un billet à ordre de ces deux créanciers en pièces de 50 2/3 (100 cents), tirage le défendeur en faveur des demandeurs, endossé, daté le 5 juin 1886 et fait payable deux ans après date, portant intérêt au taux de sept pour cent par an à partir du 5 juin 1886 jusqu'à parfait paiement, et garanti par hypothèque du vendeur sur la dite propriété, conjointement avec la réclamation des demandeurs; l'acquéreur assumera toutes les obligations de l'acte de vente primitif, consentant les hypothèques d'avocat, assurance, etc.

3e Et la balance, s'il y en a, comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
2août—2 9 16 23 30—3sept

ANNONCE JUDICIAIRE.

Smith Bros & Co. vs Mme Anne Lecomte.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No. 21,646.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et la Natchez Alley, dans le premier district de cette ville, le SAMEDI, 3 septembre 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain terrain ou morceau de terre avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Premier district de cette ville, carré No trois cent seize, borné par les rues Melpomène, Terpsichore, Basain et Franklin, étant la partie inférieure du terrain primitif No trois cent seize, mesurant trente-deux pieds six pouces et deux lignes de façade rue Melpomène, sur une profondeur et rue façade rue Basain de quatre vingt-onze pieds huit pouces, mieux qu'il appert de l'acte passé le 19 juin 1858 par feu Wm. H. Seymour, notaire, et où est désigné par le No trois le terrain en question.

Etant la même propriété acquise par la défenderesse de la succession de Allen Cousley, d'après un acte de vente pardevant Wm. H. Seymour, notaire, le 19 juin 1886.

Le dit lot est une portion du lot primitif numéro un du dit îlot, acquis par feu Allen Cousley de la succession de Wm. H. Camp et sa femme, d'après un acte pardevant A. E. Blanvenay, ex-notaire en cette ville, le 7 mai 1879.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—1° Comptant pour payer la réclamation des demandeurs actuellement due, savoir: la somme de six cent soixante-six piastres 66 2/3 (100 cents), avec intérêt au taux de sept pour cent par an du 5 juin 1886 jusqu'à paiement, plus pour cent sur le dit principal et intérêt pour frais d'exécution; plus pénitence pour le coût de l'acte; les frais et charges de procès et de vente et les taxes d'Etat et de ville dues sur la dite propriété;

2° L'acquéreur assumera, pour le montant de son enchère, le paiement d'un billet à ordre de ces deux créanciers en pièces de 50 2/3 (100 cents), tirage le défendeur en faveur des demandeurs, endossé, daté le 5 juin 1886 et fait payable deux ans après date, portant intérêt au taux de sept pour cent par an à partir du 5 juin 1886 jusqu'à parfait paiement, et garanti par hypothèque du vendeur sur la dite propriété, conjointement avec la réclamation des demandeurs; l'acquéreur assumera toutes les obligations de l'acte de vente primitif, consentant les hypothèques d'avocat, assurance, etc.

3e Et la balance, s'il y en a, comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
2août—2 9 16 23 30—3sept

ANNONCE JUDICIAIRE.

Succession de Alice Mouton, femme de F. Lopez.

Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—No 19,879—Division B.

En vertu d'un ordre de vente, en date du 13 juin 1887, à moi adressé dans l'affaire ci-dessus, déserteant la vente d'une moitié indivise d'intérêts dans les propriétés ci-après décrites, appartenant à la succession de Alice Mouton, épouse de F. Lopez.

Un certain terrain ou morceau de terre avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Quatrième District de cette ville, carré d'îlet borné par les rues Carondelet, Baronne et Felicité, et mesurant environ soixante-huit pieds deux pouces et sept lignes de façade sur la rue Baronne sur une profondeur et façade rue St André d'environ quatre-vingt-dix pieds. Le dit terrain est composé de parties de lots Washington vingt et vingt-un sur un plan déposé en le bureau de G. E. Stringer, ancien notaire en cette ville, comme le plan No vingt neuf, propriété actuellement de John Brun et Mme Ferdinand de la succession de James R. Lovelich, par un acte passé pardevant G. E. Stringer, notaire, le vingt huitième jour du mois d'avril 1846.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
26 juillet—26—aout 2 9 16 23 26

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente d'un intérêt dans une propriété et une bagne en diamant.

—Dans l'affaire de la—

Succession de Paul Grima.

VINGT-DEUXIÈME COUR JUDICIAIRE de District, paroisse St-Jacques—Etat de la Louisiane.—No 1268.—En vertu d'un ordre de vente, daté le 11 juillet, 1887, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District, dans la paroisse St-Jacques, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et la Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le MARDI, 6 septembre 1887, à midi, de la propriété décrite ci-dessous, à savoir:

Un lot de terre, situé dans le Deuxième District de cette ville dans le carré borné par les rues Ste-Anne, Robertson, Dumaine et Claiborne, mesurant trente et un pieds quatre-vingt cinq lignes de face à la rue Ste Anne sur une profondeur de cent vingt-sept pieds deux pouces et cinq lignes, entre lignes parallèles, et étant le même acquis avec toutes les bâtisses et améliorations qu'y trouvent.

Etant la même propriété que Mme J. N. Mc Connell défenderes e dans cette affaire, a acquise de Jules Ilret et Nerestan Haulinchon conformément à un acte passé pardevant Benson, notaire en cette ville, le 20ème jour d'août 1873.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans
9 août—9,16,23,30—sept 6.10

ANNONCE JUDICIAIRE.

Mme Caroline Beal, veuve de Andrew Thomas, vs William Braun.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 21,628.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et la Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 27 août 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain terrain ou morceau de terre avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Quatrième District de cette ville, carré d'îlet borné par les rues Carondelet, Baronne et Felicité, et mesurant environ soixante-huit pieds deux pouces et sept lignes de façade sur la rue Baronne sur une profondeur et façade rue St André d'environ quatre-vingt-dix pieds. Le dit terrain est composé de parties de lots Washington vingt et vingt-un sur un plan déposé en le bureau de G. E. Stringer, ancien notaire en cette ville, comme le plan No vingt neuf, propriété actuellement de John Brun et Mme Ferdinand de la succession de James R. Lovelich, par un acte passé pardevant G. E. Stringer, notaire, le vingt huitième jour du mois d'avril 1846.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
16août—16,17,21,24,31—7,10 sept

ANNONCE JUDICIAIRE.

Jean Mulé vs Mme L. H. Peuch, femme, J. N. McConnell et son mari.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 21 748—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District, pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et la Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le MARDI, 6 septembre 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain morceau de terre avec toutes les améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, passages, privilèges qui y appartiennent ou quelconque autre situé dans le Sixième District de cette ville, dans le carré d'îlet borné par l'avenue Peters, les rues Léontine, Prytanée et Pitt, formant l'angle de l'avenue Peters et de Prytanée, mesurant, plus ou moins, cent pieds sept pouces et sept lignes de façade à l'avenue Peters, sur cent quarante-sept pieds sept pouces et quatre lignes de profondeur, et dont le côté de derrière est long de cent pieds deux pouces et sept lignes, entre lignes parallèles.

Etant la même propriété que Mme J. N. Mc Connell défenderes e dans cette affaire,